

EDITORIAL

Iran : l'État dangereux

Charles Saint-Prot

directeur général de l'OEG

Les réactions qui ont suivi l'exécution, le 2 janvier 2016, de terroristes d'al Qaïda et d'une poignée d'agitateurs proches de l'Iran, qui menaçaient la sécurité de l'Arabie saoudite, ont manqué de mesure et, surtout, font peu cas de la situation géopolitique de cette région du monde.

Comme l'ont noté les États membres du Conseil de coopération du Golfe et plusieurs autres instances dans le monde arabe, le Royaume d'Arabie saoudite est fondé à se défendre contre les activités terroristes et les tentatives séditionnelles conduites de l'étranger. Outre la menace terroriste à laquelle il fait face depuis plusieurs années, le Royaume – comme nombre de ses voisins du Golfe arabe (Bahreïn, Koweït, les Émirats arabes unis) - doit subir les manœuvres de déstabilisation orchestrées par le régime de Téhéran par l'intermédiaire d'agents infiltrés dans les minorités chiïtes. En effet, depuis la révolution iranienne de 1979, la république des Mollahs poursuit une politique agressive et expansionniste contre le monde arabe et menace la paix et la sécurité dans la région. Cette menace s'est aggravée depuis que l'Iran exerce une sorte de tutelle sur le régime irakien mis en place par les États-Unis à la suite du renversement du président Saddam Hussein en 2003 et du fait du soutien accordé au régime syrien, sans compter la présence au Liban d'une milice iranienne armée, le Hezbollah, qui constitue un État dans l'État.

Dans ce contexte on comprend que l'Arabie saoudite – comme d'ailleurs les autres pays arabes – soit particulièrement vigilante pour ce qui concerne sa sécurité et réprime sans trembler les individus ou les groupes factieux au service de Téhéran qui poursuit de facto la guerre irano-arabe entamée après la chute du Shah en tentant d'instrumentaliser une rivalité entre chiïtes et sunnites qui est surtout un antagonisme entre Perses et Arabes. C'est dans ce contexte que l'Arabie saoudite a annoncé le 3 janvier la rupture ses relations diplomatiques avec l'Iran accusé de « créer des cellules terroristes afin de déstabiliser le Royaume ». Le r Royaume de Bahreïn qui est également menacé d par des groupes d'agitateurs pro-iraniens a également fermé son ambassade à Téhéran.

Dès lors, on discerne mal les causes de l'aveuglement de ceux qui, en Occident, ne cessent d'accabler le Royaume saoudien tout en fermant les yeux sur les agissements de l'Iran qui constitue pourtant l'État perturbateur de la région, notamment en raison d'un programme nucléaire auquel les mollahs sont loin d'avoir renoncé. Pour être clair, l'État dangereux – que l'on pourrait même qualifier d'État voyou – dans la région, c'est l'Iran des ayatollahs.

C'est aussi l'État criminel par excellence.

Un régime criminel

Si les adversaires de la peine de mort s'expriment à qui mieux mieux pour regretter l'exécution des sentences prononcées également en Arabie saoudite contre des terroristes (tout en restant d'ailleurs muets sur les bombardements américains, français ou autres visant à exécuter d'autres terroristes tout aussi légitimement), on s'étonne de ne jamais les entendre pour ce qui concerne les

innombrables atteintes aux droits de l'homme de l'Iran et des régimes qui lui sont liés, à Bagdad ou à Damas. Il est tout de même assez ahurissant de lire ou d'entendre certains commentaires sur la situation qui serait celle des droits de l'homme à Riyad de la part de personnes qui font deux poids et deux mesures pour s'accommoder des pratiques criminelles du régime iranien.

Pour ceux qui ont la mémoire courte, il faut ici rappeler que, selon les Nations Unies et de nombreuses organisations humanitaires internationales, l'Iran est l'un des États qui pratiquant le plus d'exécutions capitales et a le plus de prisonniers politiques. Le rapport des Nations Unies d'octobre 2014, précisait qu'avec 852 exécutions durant un peu plus d'une année, l'Iran détient « le record du taux d'exécution par rapport au nombre d'habitants le plus important du monde ».

Amnesty International notait, le 23 juillet 2015, que les autorités iraniennes auraient exécuté 694 personnes entre le 1^{er} janvier et le 15 juillet 2015, « dans le cadre d'une hausse sans précédent du nombre d'exécutions dans le pays ». Outre les trafiquants et des criminels, ces exécutions frappent aussi des personnes accusées d'adultère requalifié de « viol », de prétendus « espions » et, surtout, des opposants politiques et des membres des minorités ethniques et religieuses accusés d'« inimitié à l'égard de Dieu » et de « corruption sur terre », dont des prisonniers politiques kurdes, des musulmans sunnites ou des membres de la minorité arabe de la région du Khouzistan (Arabistan) comme le poète Hachem Chaabani, en janvier 2014. Ahmed Shaheed, rapporteur des Nations unies pour l'Iran a pu souligner, le 27 octobre 2014, qu'on a vu « une personne exécutée pour avoir fait un don à une organisation étrangère » ! Des dizaines de femmes figurent au nombre des victimes. En outre, plusieurs milliers de détenus se trouveraient actuellement dans le quartier des condamnés à mort en Iran. Les séides de l'Iran n'en sont pas en reste, ainsi le régime de Bagdad procède-t-il régulièrement à des exécutions d'opposants : des baasistes ou supposés tels, des sunnites et même des chiïtes qui refusent de jouer le jeu de l'Iran, comme le poète irakien Ahmed al Nuaimi qui aurait été pendu à une grue à la fin de 2015 pour avoir écrit un poème intitulé « Nous sommes un peuple qui n'a pas honte ».

Il est notable que le nombre des exécutions, des personnes torturées et des arrestations arbitraires n'a fait que croître en Iran depuis l'élection du prétendu « modéré » que serait le président Hassan Rohani. On ne peut en être surpris si l'on veut bien considérer que Rohani est, depuis 1979, l'un des suppôts du régime tyrannique instauré par Khomeiny. Or, selon l'opposition iranienne, « 120 000 opposants politiques ont été exécutés sous le régime iranien, dont 30 000 durant le seul été 1988, sur un décret de Khomeiny. Les responsables du massacre... continuent d'occuper des postes clés au gouvernement de Rohani. Hassan Rohani était alors vice-commandant en chef des forces armées du régime, membre du Conseil suprême de la défense et membre du Conseil central de la logistique de guerre. À ces postes, il était parfaitement au courant de ces crimes ».

Tout cela devrait inciter à réfléchir sur la sincérité des signaux d'ouverture que le régime iranien feint de donner sur le plan de ses relations internationales.

Iran : l'État dangereux	p.1
La prévention de la radicalisation par l'éducation et le dialogue	p.2
Prix des études géopolitiques	p.3
Activités OEG	p.4

LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION PAR L'ÉDUCATION ET LE DIALOGUE

Après les attentats terroristes du 13 novembre à Paris, le président de la République française déclarait « Nous sommes en guerre ». Sans doute. Mais il faut bien identifier l'ennemi et les causes de ce terrorisme pour être sûr de ne pas passer à côté de la réponse à long terme et ne pas tomber dans le piège tendu par les extrémistes.

D'emblée, il convient de préciser que nous ne sommes pas en guerre contre l'islam. Le terrorisme n'est l'apanage d'aucune cause ou d'aucune idéologie particulière. La multiplicité des formes du terrorisme conduit d'emblée à répudier tout parallèle avec une culture ou une religion particulière. Il ne peut y avoir de terrorisme par déterminisme culturel ou religieux. Aussi, la raison doit nous inciter à ne pas assimiler le monde musulman avec une minorité de fanatiques qui détournent l'Islam à des fins criminelles.

Le terrorisme dont sont victimes aujourd'hui de nombreux pays, de l'Égypte à la France en passant par la Tunisie, trouve son origine dans plusieurs causes.

I - Les causes de la radicalisation

La première cause est géopolitique.

Le terreau du radicalisme, et du terrorisme, n'est pas la religion mais les crises régionales non résolues. En l'occurrence, c'est la crise de Palestine qui dure depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale; c'est aussi l'invasion et l'anéantissement de l'Irak par les États-Unis qui a créé le terrorisme dans ce pays...

La deuxième cause de la radicalisation est l'ignorance.

Ce qui caractérise la radicalisation est l'instrumentalisation du religieux par des activistes pour lesquels la religion n'est qu'un outil de propagande. La radicalisation, pouvant conduire au terrorisme, repose sur un discours pseudo-religieux qui manipule des mots comme jihad, califat, etc. Le radicalisme, dit « islamiste », est caractérisé par l'instrumentalisation du religieux par des groupes politico-religieux. Sans cette instrumentalisation, par des charlatans et des imams autoproclamés qui déforment l'enseignement de l'islam, le phénomène n'aurait pas l'ampleur qu'il a prise. Et cette instrumentalisation n'est possible qu'en raison de l'ignorance par les personnes concernées du véritable enseignement de l'islam.

La troisième cause de la radicalisation dans les pays européens est le refus d'intégration de jeunes qui ne se retrouvent pas dans une volonté de s'intégrer à la société, qui n'ont pas ce désir de vivre ensemble, qui selon Renan caractérise une nation.

L'avènement d'un individualisme déchaîné a conduit à la perte du sentiment d'appartenance à la collectivité nationale. Même si cela ne fait pas plaisir à certains, il faut avoir la lucidité de remonter aux causes idéologiques de la crise: une certaine vision sociétale, héritée de la pensée 68 et de

penseurs incendiaires comme Michel Foucault, a créé une doxa dévastatrice à l'encontre des valeurs traditionnelles. Pourquoi des gens adhèrent-ils au discours des groupes politico-religieux? Parce qu'ils ne se retrouvent pas dans un système de valeurs crédible. La panne de l'intégration provient peut-être du fait qu'on ne peut s'intégrer qu'à une société solide et porteuse de valeurs. Les prédicateurs extrémistes vont au-devant de jeunes en mal de repères et leur apportent des réponses, certes simplistes, sur leur identité. Des jeunes sans repère sont les proies faciles d'une propagande qui allie à la fois une révolte que l'on pourrait qualifier d'extrême-gauche (haine de la société et de l'État) et des théories religieuses ultra-rétrogrades. Cette propagande est d'autant plus conquérante qu'elle utilise parfaitement les technologies modernes. Dans la majorité des cas, la radicalisation a été provoquée par un contact via les réseaux sociaux.

Ce qui est en jeu est donc un phénomène d'endoctrinement utilisant un référentiel pseudo-religieux. Face à un tel constat, il est clair que la réponse au terrorisme et à la radicalisation ne peut être seulement militaire ou policière. Je ne doute pas que cela soit indispensable et il faut être impitoyable, mais c'est insuffisant dans la mesure où l'on ne va pas à la racine, on ne prend pas en compte la dimension idéologique.

Il y a évidemment des questions géopolitiques à résoudre, concernant l'avenir de l'Irak, de la Syrie, sans oublier la Palestine.

Il y a également un discours radical des groupes politico-religieux à déconstruire en se plaçant sur le terrain cognitif.

II – Combattre l'ignorance

La priorité est de combattre l'ignorance qui permet la radicalisation

En septembre 2011, la Commission européenne a inauguré le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RSR). Ce réseau a pour objet la prévention et la lutte contre la radicalisation. C'est insuffisant car l'accent n'est pas suffisamment mis sur la déconstruction du discours pseudo-religieux des extrémistes. Il convient de rappeler que l'apparition de groupes terroristes a été le fait soit des adeptes de la révolution iranienne de 1979, inspirée par l'ayatollah chiite Khomeiny, soit d'activistes révolutionnaires trouvant leur inspiration dans la pensée de Sayyid Qutb (1906-1966), un Égyptien dissident de la confrérie des Frères musulmans, et de ses disciples dont Mohammed Abdel Salam Faraj qui a été le modèle des dirigeants d'al Qaïda.

En un mot, l'Islam est pris en otage par les activistes. Il faut le libérer. Il est indispensable de déconstruire le discours pseudo-religieux diffusé par de prétendus imams, des « grands frères », des chefs de bande dans les prisons et certaines banlieues, les sites Internet, etc.

L'enseignement de l'Islam, en particulier du fait religieux est un véritable problème qui ne peut être résolu qu'en mettant en place un grand chantier de réflexion. Il faut favoriser la connaissance de l'Islam réel, celui du juste milieu et du réformisme.

Ce qui est en cause est d'abord la formation des imams. C'est eux qui encadrent les croyants, c'est eux qui doivent être au contact des jeunes égarés pour les remettre sur le droit chemin. Pour cela ils doivent être bien formés.

Il faut combattre la radicalisation déviante par l'Islam et au nom de l'Islam. Ce travail est fait dans de nombreux pays: en Arabie saoudite où, outre la réponse policière, et sécuritaire, des centres de déradicalisation et de réhabilitation ont été créés depuis 2004. Plus récemment les Émirats arabes unis ont mis en place un programme de lutte contre la radicalisation. Un autre exemple de lutte contre la radicalisation est fourni en Égypte par al Azhar et son nouvel Observatoire contre l'extrémisme.

On peut surtout prendre l'exemple du Maroc. La maîtrise du champ religieux et l'action conduite sous l'autorité du Roi, Commandeur des Croyants, place le Maroc en pointe dans la lutte contre la déviance extrémiste. L'institut Mohammed VI destiné à la formation des imams est un modèle aussi bien pour les pays africains que pour les pays européens.

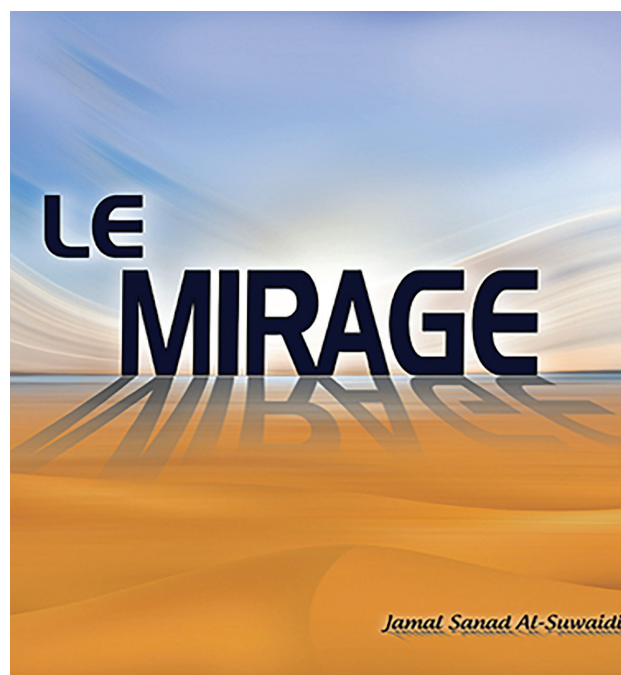
C'est par des initiatives concrètes que l'on fera reculer la radicalisation qui rend difficile la construction du vivre ensemble et fait le jeu des extrémistes de tout bord.

En même temps, en réaffirmant vigoureusement les véritables valeurs de l'Islam, on favorisera les dialogues féconds dans le respect des identités. Sur ce point, il doit être précisé que le dialogue n'est pas un monologue: il ne consiste pas à n'entendre qu'une voix, à ne présenter qu'un modèle, qu'un système de valeurs, en l'occurrence celui qui est en vogue en Occident. Ce modèle n'est pas toujours pertinent parce qu'il nie trop souvent le fait religieux. Sans doute que le véritable dialogue serait celui qui consisterait à retrouver les valeurs communes de nos deux grandes religions monothéistes et universalistes qui sont les soubassements de nos civilisations.

Charles Saint-Prot

Le Mirage

Un livre contre les extrémistes politico-religieux



Le mirage, récent ouvrage de Jamal el Suwaidi, directeur général du Centre émirien de recherches et d'études stratégiques (ECSSR) à Abou Dhabi, traite de la question des groupes politico-religieux. L'idée principale développée par l'auteur est que la lutte menée par l'ensemble des pays arabo-musulmans contre l'idéologie extrémiste et les organisations radicales, ne doit pas se limiter aux dispositions sécuritaires et militaires. En effet, le danger réside dans leur idéologie au point que l'éradication de cette idéologie est une exigence dépassant de loin le seul volet sécuritaire et militaire.

Jamal el Suwaidi analyse le phénomène des groupes politico-religieux sous plusieurs aspects: l'idéologie, la politique, la religion, la culture et la vie sociale et il en décrit les différentes ramifications depuis leur apparition jusqu'à leur montée en puissance dans la deuxième décennie du XXI^e siècle. Il démontre comment ces groupes politico-religieux donnent une vision caricaturale de l'Islam et donne les clés d'une stratégie à long terme pour les combattre.

(<http://themirage.ae/press/the-mirage-le-mirage-french-edition-release-announced/>)

PRIX DES ÉTUDES GÉOPOLITIQUES

Le Prix des études géopolitiques a été créé en décembre 2015. Ce prix sera décerné chaque année sous l'égide de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG), pour récompenser une recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique, des relations internationales ou de l'histoire diplomatique.

Cette distinction favorise les liens entre l'OEG, le monde universitaire, celui de la recherche et les divers acteurs ou observateurs de la vie internationale. Elle est attribuée chaque année à un ouvrage, une œuvre ou une personnalité, pour leur contribution à la coopération internationale dans les domaines précités. Peuvent être récompensés des ouvrages d'auteurs non francophones traduits en langue française.

Les candidatures peuvent être spontanées ou être proposées par les membres du jury. Les candidatures sont étudiées par un jury composé d'universitaires et de personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'OEG sur avis du conseil scientifique. Le président du jury est le président du conseil scientifique de l'OEG, le professeur Jean-Yves de Cara.

Le Prix consiste en la remise d'un Trophée à l'occasion d'une cérémonie organisée en France ou à l'étranger, par le président du comité scientifique ou par un membre de l'OEG désigné par le directeur général ou par une personnalité invitée à cette fin.

Le Trophée porte l'inscription « Prix des études géopolitiques » et il représente le logo de l'Observatoire d'études géopolitiques. Sur une plaque de cuivre figure le nom du récipiendaire et l'année d'obtention de la distinction.

Le Prix 1975 sera remis lors d'une cérémonie à Paris à la fin janvier 2016.



ACTIVITÉS OEG

PARTICIPATION DE L'OEG AU FORUM DE LISBONNE



Créé en novembre 1989, le Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales - plus communément dénommé Centre Nord-Sud - est une organisation relevant du Conseil de l'Europe ayant pour but de fournir un cadre à la coopération européenne pour promouvoir des politiques de solidarité conformes aux objectifs et principes du Conseil de l'Europe. Depuis 1984, le Centre organise chaque année le Forum de Lisbonne permettant de réunir des participants des pays européens et sud-méditerranéens. Le Forum 2015, du 3 au 4 décembre, était consacré au thème: « Comment combattre la radicalisation et le terrorisme: outils de prévention et connaissances partagées dans l'espace Méditerranée et européen. » L'Observatoire d'études géopolitiques était représenté par Zeina el Tibi (« Dialogue des religions ») et Charles Saint-Prot (« La prévention de la radicalisation »)

COLLOQUE INTERNATIONAL « RÉGIONALISATION ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES »

Christophe Boutin, Charles Saint-Prot et Henri Védie ont participé au colloque international « Régionalisation et développement des territoires » qui s'est tenu les 9 et 10 décembre à al Jadida à l'initiative du Laboratoire d'Études et de Recherches en Sciences Économiques et de Management (LERSEM) de l'École Nationale de Commerce et de Gestion de l'Université Chouaib Doukkali avec le soutien de la REAMALD et de l'Observatoire d'études géopolitiques.

COLLOQUE INTERNATIONAL « MOHAMMED V, LEADER AFRICAIN »



L'Institut des études africaines, dirigé par le professeur Yahia Abou el Farah, a organisé à Rabat, le 17 décembre 2015, un symposium international sur le thème « Le Roi Mohammed V, leader africain ».

Le professeur Charles Saint-Prot, Directeur Général de l'Observatoire d'études géopolitiques, a présenté une communication sur le thème Mohammed V et la vocation africaine du Maroc, et le professeur Christophe Boutin, directeur des programmes de l'OEG, a présenté une communication sur le thème « Mohammed V et l'unité de l'Afrique: le moment Casablanca ». Les actes de ce colloque feront l'objet d'une publication ultérieure.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Président du Conseil scientifique : Jean-Yves de Cara

Direction des programmes : Christophe Boutin

Direction des études : Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois

Conseil scientifique :

Professeur Ahmed Bouachik
*professeur à l'université Mohammed V de Rabat
et à l'ENA du Maroc*

Professeur Christophe Boutin
professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (hdr),
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Doyen Oussama Nabil Ali
professeur à l'université al Azhar du Caire

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Thierry Rambaud
professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois
*professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Michel Ruimy
économiste, professeur à Sciences Po et à l'ESCP-Europe

Dr Charles Saint-Prot
géopolitologue, islamologue, directeur de l'OEG

Dr Jamal al Suwaidi
directeur général de l'ECSSR d'Abou Dhabi

Dr Zeina el Tibi
docteur en droit public, essayiste, journaliste, présidente déléguée

Doyen Christian Vallar
*professeur agrégé des universités,
doyen de la faculté de droit et de science politique de Nice*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau - 75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat : du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h